

Prévisions économiques, Canada

Tableau 1 – Principales variables macroéconomiques, données historiques et prévisionnelles, Canada, 2023-2024

	Historique				Estimé	Prévision	Tendances (2023 T3-2024 T4)
	2023 T3	2023 T4	2024 T1	2024 T2	2024 T3	2024 T4	
PIB selon les dépenses							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 356	2 356	2 366	2 379	2 386	2 394	
Croissance annualisée T/T	-0,3 %	0,1 %	1,8 %	2,1 %	1,2 %	1,4 %	
Croissance en glissement annuel	0,7 %	1,0 %	0,6 %	0,9 %	1,3 %	1,6 %	
PIB par industrie, secteur des entreprises							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1 776	1 781	1 787	1 795	1 800	1 807	
Croissance annualisée T/T	-0,8 %	1,1 %	1,2 %	1,8 %	1,1 %	1,4 %	
Croissance en glissement annuel	0,1 %	0,7 %	0,4 %	0,9 %	1,3 %	1,4 %	
Ventes au détail							
Niveau, M\$	65 975	66 675	66 363	66 082	66 568	66 671	
Croissance annualisée T/T	2,5 %	4,3 %	-1,9 %	-1,7 %	3,0 %	0,6 %	
Croissance en glissement annuel	1,7 %	2,1 %	0,7 %	0,8 %	0,9 %	0,0 %	
IPC, total							
Niveau, indice (2002 = 100)	158	159	160	161	161	162	
Croissance annualisée T/T	4,9 %	2,5 %	1,3 %	2,4 %	2,2 %	1,9 %	
Croissance en glissement annuel	3,7 %	3,2 %	2,9 %	2,8 %	2,1 %	2,0 %	
IPC, excluant les aliments et l'énergie							
Niveau, indice (2002 = 100)	148	149	150	151	152	152	
Croissance annualisée T/T	3,1 %	3,4 %	1,9 %	2,7 %	2,1 %	2,1 %	
Croissance en glissement annuel	3,5 %	3,4 %	3,0 %	2,8 %	2,5 %	2,2 %	
Investissement privé							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	404	397	399	401	399	399	
Croissance annualisée T/T	-5,1 %	-7,2 %	1,9 %	2,0 %	-1,2 %	0,0 %	
Croissance en glissement annuel	-3,1 %	-3,1 %	-1,5 %	-2,2 %	-1,2 %	0,7 %	
Emploi salarié							
Niveau, k personnes	18 064	18 041	18 114	18 181	18 235	18 296	
Croissance annualisée T/T	2,2 %	-0,5 %	1,6 %	1,5 %	1,2 %	1,3 %	
Croissance en glissement annuel	2,4 %	1,6 %	1,2 %	1,2 %	0,9 %	1,4 %	

Note : Toutes les séries sont désaisonnalisées.

Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI.

Note : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées.

Croissance modeste de l'économie canadienne au 2^e semestre

Les prévisions économiques basées sur les données les plus récentes du Baromètre des affaires^{MD} indiquent que la croissance du PIB a baissé pour s'établir à 1,2 % au T3 après avoir atteint 2,1 % au T2, comme prévu. Cette croissance devrait demeurer modeste au T4 (1,4 %), alors que des vents contraires continuent de souffler sur l'économie.

Les ventes au détail étaient décevantes au T2, mais affichent un rebond au T3. La croissance des ventes devrait toutefois être très faible au T4, davantage de PME étant touchées par une insuffisance marquée de la demande. Le niveau des ventes demeurera donc inchangé par rapport à l'an dernier.

Le taux d'inflation basé sur l'IPC a chuté plus rapidement que prévu au T3, atteignant 2,1 % sur 12 mois, et devrait demeurer dans la cible de la Banque du Canada (2,0 %) au T4. Cette amélioration devrait encourager la Banque du Canada à effectuer des baisses plus rapides des taux d'intérêt au cours des prochains mois.

L'investissement privé a dépassé les attentes au T2, principalement en raison des dépenses sur la machinerie et l'équipement. Selon les estimations, il devrait se contracter légèrement au T3 et demeurer stable au T4.

L'emploi salarié a augmenté plus que prévu au T2, affichant un gain de 1,5 %. Cette dynamique devrait se modérer au 2^e semestre de l'année. Ce taux devrait toutefois se maintenir à un niveau satisfaisant (1,2 % au T3 et 1,3 % au T4).

Dans ce numéro

p. 2 –

Postes vacants dans le secteur privé

p. 3 – *Le point*

Les PME en croissance contre celles en difficulté

p. 4 – *Profil sectoriel*

Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

p. 5 –

À propos de la FCEI et notre méthodologie

Postes vacants dans le secteur privé



Le taux de postes vacants chute de façon significative

Au T3 2024, le taux de postes vacants du secteur privé canadien a baissé pour s'établir à 2,7 % (Figure 1). Il s'agit de la première fois qu'il atteint ce niveau depuis la mi-2017.

Toutes les provinces enregistrent une baisse

Toutes les provinces ont enregistré une baisse d'au moins 0,3 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent, le Nouveau-Brunswick (-0,5) et le Québec (-0,5) ayant subi les baisses les plus importantes (Figure 1 et Tableau 2). Le Québec (-1,6), l'Ontario (-1,5) et le Manitoba (-1,5) ont enregistré les variations annuelles les plus importantes.

Tous les secteurs enregistrent une baisse

Tous les secteurs ont enregistré une baisse trimestrielle, les plus fortes baisses ayant été affichées par les services personnels (-0,8), la construction (-0,6) et l'agriculture (-0,6) (Figure 2 et Tableau 2). Le secteur des services personnels a aussi enregistré l'une des baisses les plus importantes par rapport à l'an dernier (-2,2), suivi par l'hébergement et la restauration (-1,9) et l'agriculture (-1,8).

Les plus petites entreprises enregistrent la baisse la plus importante

Les plus petites entreprises (moins de 50 employés) ont tendance à enregistrer les baisses les plus importantes du taux de postes vacants, tant sur une base trimestrielle qu'annuelle. Cependant, leurs taux demeurent supérieurs à ceux des autres tailles d'entreprises (Figure 3 et Tableau 2). Le nombre total de postes vacants retrouve graduellement les niveaux enregistrés à la fin 2017 et au début 2018.

Sources

(1) FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, de janvier 2004 à septembre 2024. Données désaisonnalisées.

(2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.

(3) Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 1 – Taux de postes vacants, Canada^{1,2}

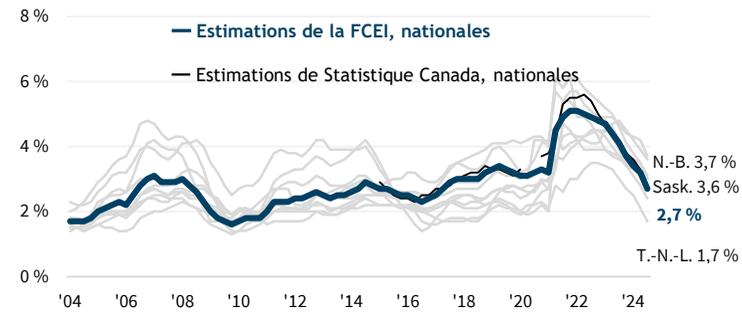


Figure 2 – Taux de postes vacants par secteur, Canada¹

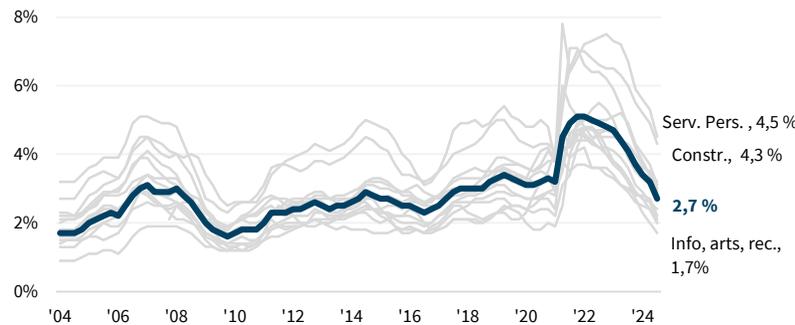


Figure 3 – Postes vacants (en milliers)¹

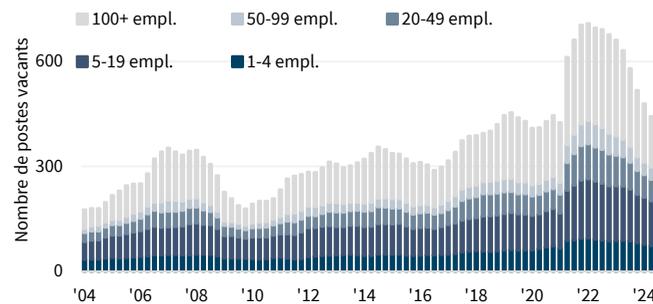


Tableau 2 – Postes vacants dans le secteur privé, T3 2024²

	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois ³	Variation sur 12 mois ³	Postes vacants (n)
Canada	2,7	-0,5	-1,4	379 900
Nouveau-Brunswick	3,7	-0,5	-1,0	9 400
Saskatchewan	3,6	-0,3	-1,2	12 800
Québec	3,1	-0,4	-1,1	61 300
Colombie-Britannique	3,0	-0,5	-1,6	92 700
Alberta	2,8	-0,4	-0,8	1 400
Nouvelle-Écosse	2,8	-0,4	-0,9	48 000
Manitoba	2,7	-0,4	-1,0	8 900
Île-du-Prince-Édouard	2,7	-0,4	-1,5	12 200
Ontario	2,4	-0,4	-1,5	130 700
Terre-Neuve-et-Labrador	1,7	-0,4	-1,3	2 500
Services personnels	4,5	-0,8	-2,2	27 300
Construction	4,3	-0,6	-1,7	53 100
Agriculture	3,2	-0,3	-0,9	40 400
Gestion d'entreprises	3,1	-0,6	-1,8	5 200
Services professionnels	3,0	-0,4	-1,3	37 700
Santé et éducation	2,9	-0,5	-1,9	37 600
Hébergement et restauration	2,7	-0,4	-1,2	18 700
Transports	2,7	-0,4	-1,3	25 400
Ressources naturelles	2,4	-0,2	-0,8	27 100
Commerce de détail	2,2	-0,5	-0,8	4 700
Finance, assurance et immob.	2,1	-0,5	-1,5	43 700
Fabrication	2,0	-0,4	-1,3	32 900
Commerce de gros	2,0	-0,4	-0,9	17 300
Arts, loisirs et information	1,7	-0,3	-1,5	8 900
1 à 4 employés	5,9	-0,6	-1,6	65 300
5 à 19 employés	4,9	-0,6	-1,5	112 500
20 à 49 employés	3,0	-0,4	-1,2	53 300
50 à 99 employés	2,4	-0,1	-0,8	32 600
100+ employés	1,6	-0,4	-1,4	116 200

Le point : les PME en croissance contre les PME en difficulté



Les PME en croissance sont moins nombreuses et celles en difficulté plus nombreuses au cours des 10 dernières années

Avant 2020, environ 11 % des PME affichaient une croissance¹. En 2020, ce taux a chuté à près de 3 %. Il a ensuite grimpé à environ 6 % et se maintient autour de ce taux depuis (Figure 4). Parallèlement, la part des PME en difficulté, qui s'établissait à 4 % en moyenne entre 2014 et 2019, a bondi à 11 % en 2020. Ce taux est revenu à la normale en 2021 et augmente progressivement depuis. Il s'établit maintenant à près de 6 %.

Les PME en croissance et celles en difficulté font face à des défis différents

Les propriétaires de PME en croissance s'inquiètent principalement des pénuries de main-d'œuvre (Figure 5) qualifiée (56 %) et semi-/non-qualifiée (23 %) ainsi que des contraintes d'espace (38 %). En revanche, la plupart des PME en difficulté sont touchées par l'insuffisance de la demande (81 %) et le manque de fonds de roulement (49 %).

Les PME en croissance investissent davantage que celles en difficulté

Depuis 2024, environ 20 % des PME en croissance investissent des sommes importantes dans les ordinateurs, les communications, la bureautique ou le matériel et l'équipement de fabrication (Figure 6). En revanche, 71 % des PME en difficulté effectuent des investissements inférieurs à leur niveau habituel ou n'en font aucun.

Les parts des PME en croissance et en difficulté varient de façon considérable selon le secteur, la taille et l'âge des entreprises

La part des PME en croissance dans les secteurs de l'agriculture, de la fabrication et du commerce de détail est inférieure à la moyenne enregistrée pour ces secteurs avant la pandémie (Tableau 3). La part des PME en difficulté dans la finance, les assurances et l'immobilier, la santé et l'éducation, et l'hébergement et la restauration est supérieure à la moyenne enregistrée pour ces secteurs de 2014 à 2019.

Sources

(1) FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, de janvier 2014 à septembre 2024, données annualisées. Les entreprises en croissance sont celles qui prévoient une performance relativement bonne ou bonne au cours des 3-4 prochains mois et des 12 prochains mois. Leur performance est bonne depuis au moins les 3-4 derniers mois. De plus, elles ne prévoient aucune mise à pied d'employés à temps partiel ou à temps plein au cours des 3-4 prochains mois. En revanche, les PME en difficulté prévoient une performance faible ou relativement faible au cours des 3-4 prochains mois et des 12 prochains mois. Leurs résultats sont faibles depuis au moins les 3-4 derniers mois.

Figure 4 – Au cours des 10 dernières années, la part des PME en croissance a presque diminué de moitié alors que la part des PME en difficulté a quasiment doublé

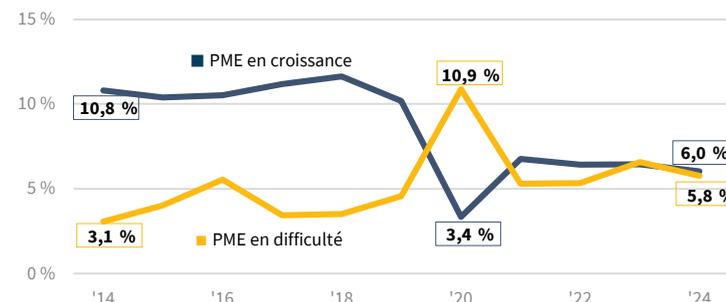


Figure 5 – Les principales contraintes des PME en croissance sont le manque de main-d'œuvre et d'espace et celles des PME en difficulté sont l'insuffisance de la demande et de fonds de roulement

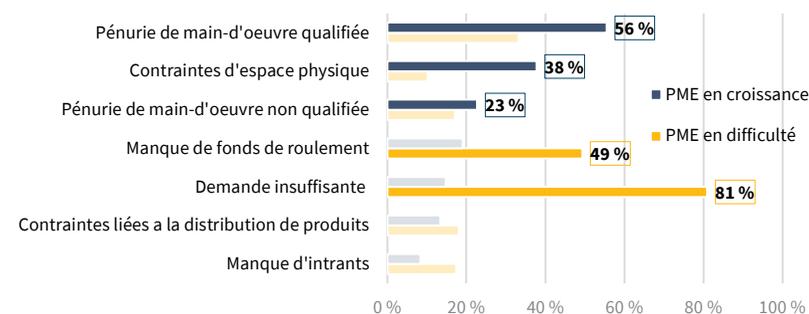


Figure 6 – Environ 2 PME en croissance sur 10 investissent plus que d'habitude, tandis que 7 PME sur 10 qui sont en difficulté investissent moins que d'habitude ou ne font aucun investissement

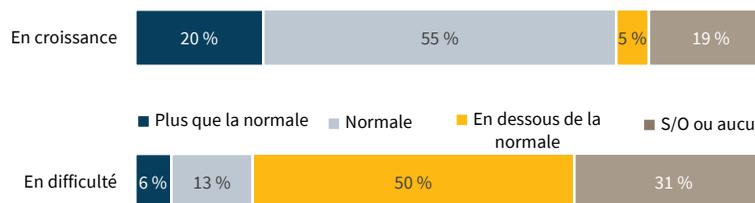


Tableau 3 – PME en croissance contre celles en difficulté, 2024¹

	PME en croissance (%)			PME en difficulté (%)		
	Part en 2024	2014-2019 moyenne	Taux de variation	Part en 2024	2014-2019 moyenne	Taux de variation
Canada	6,0	10,8	-44	5,8	3,9	46
Nouveau-Brunswick	11,6	9,1	-28	8,2	3,7	123
Nouvelle-Écosse	7,5	12,6	-40	3,8	3,1	23
Terre-Neuve-et-Labrador	7,1	7,6	-6	7,1	5,1	41
Île-du-Prince-Édouard	6,6	10,5	-38	0,0	1,8	-100
Québec	6,4	13,5	-53	3,1	2,1	46
Ontario	6,1	10,9	-44	7,2	3,2	125
Colombie-Britannique	5,4	14,0	-62	5,8	2,9	100
Alberta	4,9	6,8	-29	6,3	9,3	-32
Manitoba	4,7	7,9	-40	4,3	2,2	96
Saskatchewan	4,6	8,6	-46	4,1	5,6	-27
Gestion d'entreprises	9,5	11,3	-16	2,2	3,8	-41
Fin., ass., et immobilier	9,4	14,7	-36	6,5	2,7	146
Services professionnels	9,3	14,8	-37	2,7	2,7	3
Arts, loisirs et informations	7,5	10,7	-30	3,7	4,5	-16
Santé et éducation	7,4	10,1	-27	6,7	3,2	111
Commerce de gros	7,3	13,0	-44	3,5	4,0	-13
Services personnels	7,2	9,4	-24	5,6	3,9	44
Transports	6,0	7,6	-21	5,4	4,2	30
Hébergement et restauration	5,5	9,0	-39	8,0	4,2	91
Fabrication	5,4	12,6	-58	3,8	4,5	-16
Construction	5,0	8,0	-37	4,8	3,9	26
Commerce de détail	4,6	10,4	-56	8,4	4,5	86
Ressources naturelles	3,8	6,2	-38	11,5	7,0	64
Agriculture	2,7	6,5	-59	4,8	2,7	79
0 à 4 employés	5,5	9,5	-41	6,2	4,3	43
5 à 19 employés	6,0	10,9	-45	5,6	3,8	47
20 à 49 employés	7,8	12,7	-39	5,4	3,5	55
50 à 99 employés	6,9	14,1	-51	3,8	4,4	-14
100 à 499 employés	5,6	16,2	-66	9,3	3,1	197
1 an ou moins en affaire	6,8	15,3	-56	4,3	1,4	214
2 à 4 ans	7,0	14,4	-51	8,9	2,9	205
5 à 10 ans	5,8	11,9	-51	5,8	3,6	59
11 ans ou plus	5,8	10,0	-42	5,4	4,2	28

Portrait

Le secteur de l'éducation et la santé contribue à un peu plus de 13 % du PIB canadien, soit à peu près autant que les secteurs de la construction et du commerce de détail réunis. Les PME (1 à 499 employés) et les entreprises sans salariés représentent environ 67 % du PIB de ce secteur. Elles représentent aussi la majorité des entreprises (99,7 %), mais emploient seulement 46,5 % de la main-d'œuvre de ce secteur.

Tableau 4 – Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

	PIB ^{1,2}	Entreprises ³	Main d'œuvre ⁴
Total	295 G\$	354 625	4 380 000
Part du secteur dans l'économie	13,4 %	7,9 %	21,2 %
Part des PME dans le secteur	67,4 %	99,7 %	46,5 %

Le secteur des **services d'enseignement** comprend les établissements qui fournissent de l'enseignement ou de la formation, privés ou publics. Les établissements privés sont des écoles, des collèges, et des centres de formation spécifique tels que les écoles techniques ou de langues étrangères.

Le **secteur de soin de santé et assistance sociale** comprend les établissements qui offrent des soins de santé, des services diagnostiques et thérapeutiques, des services de counselling, et des services de garderie.

Notre analyse porte seulement sur les établissements de taille petite et moyenne privés.

Sources

- (1) Statistique Canada. Tableau 36-10-0434-03.
- (2) Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Principales statistiques relatives aux petites entreprises 2023. Tableau 11.
- (3) Statistique Canada. Tableau 33-10-0717-01. et Tableau 33-10-0718-01.
- (4) Statistique Canada, Enquête sur la population active, tabulations personnalisées.
- (5) Statistique Canada. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2022 version 1.0.
- (6) FCEI. Sondage Les perspectives de votre entreprise, de janvier 2014 à sept. 2024. Données annualisées. fci.ca/barometre.

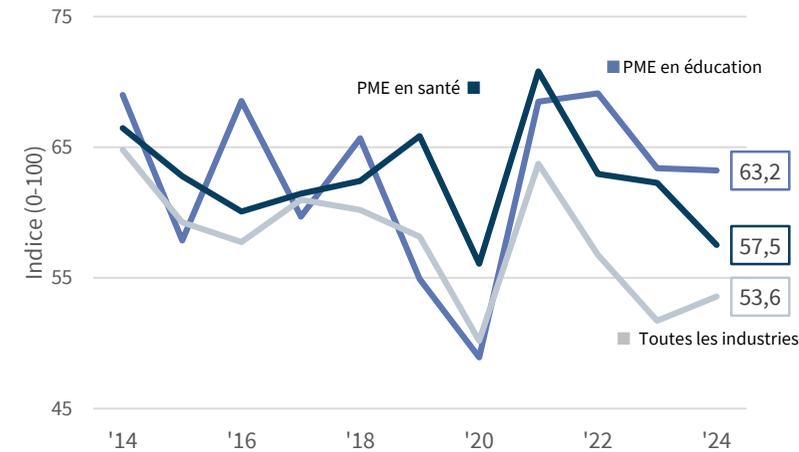
Situation actuelle

Dans le sous-secteur de l'éducation, le niveau de confiance des PME à long terme est nettement supérieur à la moyenne canadienne depuis 2021. Cependant, le niveau de confiance de ces PME est à la baisse en 2024 (Figure 7).

La tendance parmi les PME du sous-secteur de la santé est un peu différente. Ces entreprises se sont rapidement rétablies après la pandémie. Toutefois, leur niveau de confiance a baissé significativement en 2022, et ne cesse de diminuer depuis. En termes de niveau de confiance, il est important de noter que globalement, le secteur de l'éducation et de la santé se classe 3^e parmi tous les secteurs, après celui des arts, des loisirs et de l'information et celui des services professionnels.

Figure 7 – Les indices de confiance des propriétaires de PME en éducation ou en santé sont à la baisse depuis 2021, mais ils demeurent supérieurs à la moyenne de toutes les industries⁶

L'indice de confiance des PME sur 12 mois



Défis

Comme c'est le cas pour tous les secteurs, les coûts d'assurance, des impôts et de la conformité aux réglementations sont les principales contraintes de coût dans ces deux sous-secteurs. Cependant, les propriétaires de ces PME sont beaucoup plus préoccupés que la moyenne par les coûts d'occupation et salariaux (Tableau 5, et Tableau 6).

Tableau 5 – Les PME en éducation et en santé sont plus préoccupées par des coûts spécifiques⁶ ...

Les principales contraintes de coût des PME, 2024, % des réponses

	Toutes les PME	Éducation	Santé
Coûts d'assurance	68	59	54
Coûts fiscaux et réglementaires	67	61	66
Charges salariales	66	71	72
Coûts des carburants	54	31	31
Coûts d'occupation	49	73	53
Coûts d'emprunt	47	43	45
Coûts de l'électricité	44	31	40
Coûts des intrants	37	14	26
Coût du matériel et des technologies	31	12	36
Autres coûts de l'énergie	21	12	21

Tableau 6 – ... et c'est aussi différent quant aux limites de croissance⁶

Limites en termes de croissance des PME, 2024, % des réponses

	Toutes les PME	Éducation	Santé
Demande insuffisante	50	41	33
Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	45	37	54
Manque de fonds de roulement	30	35	31
Contraintes d'espace physique	22	35	21
Pénurie de main-d'œuvre non-qual.	21	9	14
Contraintes de distribution	13	4	6
Manque d'intrants	9	4	4

Méthodologie

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel **Les perspectives de votre entreprise** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le dernier jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise* mené par la FCEI, dont les données sont disponibles le mois même de leur collecte. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 97 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives. Visitez fcei.ca pour en savoir plus.

FCEI Économie

Simon Gaudreault
Économiste en chef et
vice-président, recherche

Andreea Bourgeois
Directrice, économie

Laure-Anna Bomal
Économiste

Alchad Alegbeh
Analyste de la recherche

 fcei.ca/recherche

 recherche@fcei.ca

 @CFIB_FCEI_Stats

À propos d'AppEco



[AppEco](https://appeco.ca) est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/ pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis
Président et économiste

Richard Fahey
Vice-président et avocat

Julien Mc Donald-Guimond
Directeur et économiste

 appeco.ca

 info@appeco.ca

 AppEco